



Association for the
Development of
Education in
Africa



Burkina Faso



Union africaine

Addis Abéba, Ethiopie, 29 janvier 2013

Les chefs d'Etat africains approuvent l'initiative du Burkina Faso de promouvoir les connaissances et compétences critiques pour le développement accéléré de l'Afrique

L'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement africains a approuvé lundi 28 janvier 2013 l'initiative prise par le Burkina Faso de promouvoir les compétences critiques sur le continent africain pour le développement accéléré et durable de l'Afrique.

Dans la déclaration lue par la ministre de l'Education du Burkina Faso, le Dr Koumba Boly Barry, au nom du président Blaise Compaoré qui était également présent à la session, le gouvernement du Burkina Faso a fait plusieurs propositions concrètes qui portent sur la promotion des compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique. La déclaration a pris acte de la Triennale de l'éducation que le Burkina Faso a accueilli du 12 au 17 février 2012 et a organisé en partenariat avec l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) sur le thème « Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment concevoir et édifier une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation ».

Dans la déclaration, le président Compaoré a rappelé à ses pairs le cadre politique stratégique qui a déjà été défini pendant la Triennale de l'éducation organisée à Ouagadougou. Ce cadre, selon la déclaration, capitalise sur les principales leçons tirées de l'analyse des expériences relatives aux politiques de l'éducation et de la formation en Afrique et dans le monde. La déclaration a indiqué qu'il était indispensable que l'Afrique favorise ses propres réserves de compétences critiques afin d'accomplir les changements structurels et les bonds qualitatifs nécessaires pour atteindre de nouveaux sommets dans son agenda du développement. La Triennale a par conséquent constitué le socle sur lequel l'Afrique s'appuiera pour s'approprier son propre développement, puisque l'avenir du continent africain dépendra essentiellement de la capacité de ses peuples à réaliser ses innovations et les transformations sociales nécessaires. Pour ce faire, la déclaration a poursuivi en disant qu'il était urgent d'identifier clairement ces compétences et de déterminer les réformes à entreprendre dans nos systèmes d'éducation et de formation, de façon à leur permettre de soutenir l'accélération et la durabilité du développement du continent par l'utilisation adéquate de ressources humaines de bonne qualité.

Le président Compaoré a noté qu'il était temps d'opérer un changement fondamental, car les modèles traditionnels de la formation technique et professionnelle ne répondaient plus aux besoins énormes de la population majoritairement jeune de l'Afrique. L'Afrique doit par conséquent promouvoir « un nouveau système plus inclusif et plus diversifié, plus flexible et

réactif aux évolutions de façon à permettre l'inclusion d'un maximum de personnes à former et qualifier aux questions du développement. »

Notant que la Triennale 2012 avait mis l'emploi et la croissance au cœur des politiques en ce qui concerne le développement des compétences techniques et professionnelles, le président a dit à ses pairs qu'un important segment de la population africaine était toujours analphabète et avait besoin de formation professionnelle et technique. Il est donc nécessaire d'y répondre par des formations en langues nationales au moyen de programmes professionnalisés d'alphabétisation qui devront également prendre en compte les besoins et les exigences des employeurs de façon à adapter les compétences nouvellement acquises aux demandes. Cela devrait faciliter la transition de la formation au monde du travail. Par ailleurs, il faut orienter la formation des jeunes vers le développement de capacités permettant l'auto-emploi et l'entrepreneuriat dans un environnement propice.

La réunion de Ouagadougou a fait de la science, la technologie et la recherche les facteurs essentiels de la promotion des capacités pour l'innovation et le développement. Le président Compaoré a rappelé à ses pairs que l'Afrique était en retard en matière de compétences scientifiques et techniques et qu'elle devait combler cet écart très rapidement. Des initiatives déjà entreprises par des Africains de la diaspora ainsi que certaines entreprises commerciales montrent que les potentialités qui permettront au continent d'occuper sa juste place dans l'économie mondialisée du savoir et des compétences existent déjà. L'Afrique doit donc investir plus pour développer ses compétences scientifiques, techniques et en innovation de façon à valoriser ses atouts et à rester engagée dans le processus du développement accéléré et durable. Pour y parvenir, le président Compaoré a recommandé à ses pairs qu'il fallait dans un premier temps que l'Afrique expose largement la culture scientifique dans ses systèmes d'éducation et de formation ; dans un deuxième temps, elle devra relier le développement des compétences scientifiques à la recherche de solutions aux défis du développement des sociétés africaines et de leurs économies. Dans un troisième temps, elle devra mutualiser ses ressources en vue de réponses efficaces et durables aux défis communs et aux demandes des secteurs de haute technologie et des domaines hautement spécialisés de la science et de la technologie.

En tant que porte-parole désigné des participants à la Triennale 2012, le président Blaise Compaoré a dit à l'assemblée que la Triennale visait l'engagement déterminé des Etats africains en faveur de la mise en œuvre de politiques éducatives cohérentes et ambitieuses correspondant aux perspectives futures de développement de l'Afrique. Il a ensuite formulé les recommandations suivantes :

- L'adoption d'une vision holistique du développement des compétences qui ouvrira des possibilités et des opportunités pour une éducation allant bien au-delà de l'école formelle ;
- La promotion d'une approche stratégique des politiques d'éducation et de formation ;
- Le repositionnement de l'égalité et de la qualité de l'éducation et de la formation comme base du développement en offrant des opportunités correspondant aux besoins de chacun pour réussir son apprentissage.
- L'intégration de l'héritage culturel, linguistique, historique et spirituel de l'Afrique ;

- La création d'une culture scientifique dans les systèmes d'éducation et de formation ;
- La promotion de l'apprentissage tout au long de la vie ;
- L'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation, la formation et l'apprentissage ;
- La mise en place des conditions essentielles pour réussir la mise en place de réformes.

La 20^{ème} session ordinaire du Sommet de l'Union africaine (UA) portant sur le thème « Panafricanisme et renaissance africaine » s'est terminée le lundi 28 janvier 2012 au siège de l'UA à Addis Abéba en Ethiopie et l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA d'assurer la mise en place des décisions et des déclarations de l'Assemblée est arrivé pendant leurs délibérations.

Le sommet de deux jours a discuté d'un large éventail de sujets allant des conflits, de la paix et de la sécurité en Afrique aux questions du développement économique et social touchant au commerce, à la santé et à l'éducation sur le continent. Dans son allocution de clôture, le président nouvellement élu de l'Union africaine, M. Hailemariam Dessaleg, premier ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, a exprimé sa satisfaction devant la participation active de tous les chefs d'Etat et de gouvernement aux discussions sur les différentes questions qui concernent le continent. « Vos précieux commentaires et vos contributions ont incontestablement enrichi notre débat et éclairé les décisions que nous avons adoptées sur une multitude de questions », a affirmé le premier ministre.

Contacts avec les médias :

Allassane Traore, *Attaché de presse, Présidence du Burkina Faso*, Email:

allasanetraore26@yahoo.fr

Tél. : (+226) 50 49 83 00, Tél. à Addis Abeba : +251 919 811 471

Lawalley Cole, *Coordonnateur, Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (GT COMED)*, Email : l.cole@afdb.org

Tél. : +(229) 21 32 02 17, Tél. à Addis Ababa : +251 912 790 845

Thanh-Hoa Desruelles, *Responsable principale des relations extérieures et de la communication,*

ADEA, Email: t.desruelles@afdb.org

Tél. à Tunis : +216/ 98 41 98 87